



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 8 Avril 2004

L'insoutenable ouverture du capital d'EDF-GDF

A l'heure des bouleversements climatiques et de l'épuisement des ressources naturelles, les choix énergétiques d'aujourd'hui seront décisifs pour notre avenir à tous et pour celui de la planète.

Pour les Verts, ces choix engagent l'intérêt général et ne sauraient être soumis à des intérêts particuliers ou privés.

L'effet principal de la privatisation d'Edf-Gdf sera l'incitation à toujours plus acheter, consommer, gaspiller l'électricité et le gaz alors qu'il faudrait au contraire économiser les énergies et développer les énergies renouvelables.

C'est pourquoi les Verts sont catégoriquement opposés à cette réforme du statut des opérateurs publics.

Les directives européennes, qui obligent à l'ouverture des marchés, n'imposent aucunement l'ouverture du capital des opérateurs, contrairement à ce que veut faire croire le gouvernement.

Et Nicolas Sarkozy n'abusera personne en voulant faire croire « *qu'il ne s'agit pas d'une privatisation mais d'une ouverture minoritaire du capital* » ; l'exemple de France Télécom a bien montré que cette première étape était rapidement suivie d'une inéluctable et totale privatisation. Pour le malheur du service public.

Pour les Verts, au contraire de toute marchandisation, l'heure est à la construction de services publics - d'intérêt général - à l'échelle de l'Union européenne :

L'énergie, les transports, ferroviaire ou maritime, l'eau, comme la santé et l'éducation, sont des questions décidément trop sérieuses pour être confiées au monde des affaires !

Claude TALEB
Conseiller régional de Haute-Normandie
Président du Groupe des Elus Verts